

# L'insuffisance d'une approche technico-économique pour comprendre le succès d'une innovation technique

Cas de la mise en place d'ateliers d'embouche ovine en Guinée

Michel BOUY<sup>1</sup>

## RESUME

---

La participation paysanne a toujours été au cœur des débats sur la vulgarisation agricole, qui ont critiqué selon les cas les méthodes de communication ou les dispositifs d'intervention, et prôné des démarches plus dirigistes ou plus participatives. Les recherches récentes en socio-anthropologie du développement ont mis à jour les illusions de « la participation authentique », tandis que certaines approches menées en France élaboraient les concepts de co-production de connaissances.

Depuis 1994, une action de vulgarisation d'ateliers intensifs d'embouche ovine a été mise en place en Haute-Guinée où les pratiques d'élevage sont traditionnellement extensives. Celle-ci s'est faite au travers d'une démarche évolutive et prenant en compte les différents éléments de la filière. L'impact quantitatif et les résultats techniques et économiques montrent que la diffusion des ateliers d'embouche a connu un succès certain.

Les raisons de ce succès peuvent être expliqués aussi bien par la rentabilité économique de l'activité que par la souplesse dont a fait preuve le projet au cours des cinq campagnes. Mais une étude plus fine de la façon dont ont diffusé les unités d'embouche amène à proposer des hypothèses pour expliquer les modalités de cette diffusion. Il s'agit non seulement du statut socio-économique des éleveurs adoptant cette innovation, mais aussi de l'existence de groupes et de réseaux de dialogue, protagonistes d'une reconstruction des normes définissant les façons d'agir et de penser cette activité.

## LA DIFFUSION D'INNOVATIONS TECHNIQUES EN AGRICULTURE

---

L'appui au développement agricole a toujours été associée au succès des méthodes visant à favoriser la diffusion d'innovations techniques. Il a bien sûr été souligné depuis longtemps que l'environnement économique jouait un rôle important voire déterminant dans la modification des pratiques des agriculteurs : termes de l'échange paysan, efficacité du système d'approvisionnement en intrants, accès au crédit et conditions de commercialisation des productions (BELLONCLE, 1987).

Cependant les différents dispositifs de vulgarisation et les méthodes employées font depuis longtemps l'objet de débats intenses, au sein desquels la participation des paysans est une question récurrente. Historiquement, on voit dominer alternativement des systèmes quasi-autoritaires d'encadrement des paysans et des approches prônant la participation (DEBOUVRIE, 1998). Chaque changement étant justifié par la recherche d'une plus grande efficacité dans un cas, d'une meilleure prise en compte des aspirations des paysans dans l'autre, mais, comme le soulignent certains auteurs, « *ce qui est précisément troublant, c'est la capacité du modèle*

---

<sup>1</sup> Vétérinaires Sans Frontières, 14 av. Berthelot 69361 Lyon Cedex 07 ([vsf@globenet.org](mailto:vsf@globenet.org)). Adresse actuelle : CAMEL, 2 avenue Leclerc - 69007 Lyon. Tel/fax 04 78 58 21 54 - e-mail: [camel.id@wanadoo.fr](mailto:camel.id@wanadoo.fr)

*autoritaire à se couler dans le moule participatif et, réciproquement, la tendance très forte de l'approche participative à se faire autoritaire et centraliste.* » (CHAUVEAU, 1994).

On doit aux recherches socio-anthropologiques d'avoir levé l'illusion de la participation authentique en considérant que « *la récupération des structures par les acteurs fait partie du jeu social normal* » (LAVIGNE-DELVILLE cité par CHAUVEAU, 1994). A été avancée la notion de « pédagogie des déviations innovantes » qui souligne tous les enseignements à tirer de la façon dont les différents groupes concernés « tordent » et « détournent » les propositions techniques ou organisationnelles en fonction de leurs enjeux socio-économiques (NDIONE, 1994). Cependant, ces points de vue qui interprètent en terme de stratégies de résistance ou de détournement les comportements des paysans face aux innovations portent encore « *les séquelles d'une longue tradition en sciences sociales qui établit une séparation entre un passé de culture technique paysanne qui aurait été créatif et un présent régi par des normes imposées de l'extérieur, sur lesquelles les acteurs locaux n'ont d'autres moyens d'agir que la ruse ou la résistance plus ou moins passive.* » (CHAUVEAU, 1996). La notion de co-production des systèmes de normes et de la transformation des normes extérieures (DARRE, 1996) apporte un cadre d'analyse permettant de dépasser cette vision stéréotypée des « résistances » paysannes.

Le cas de l'embouche ovine en Haute-Guinée montre que l'analyse des seuls résultats technico-économiques associée aux évolutions du dispositif de vulgarisation est insuffisante pour comprendre pourquoi un modèle technique relativement standard et contraignant a pu connaître un succès réel et une diffusion significative.

## LA MISE EN PLACE D'ATELIERS D'EMBOUCHE EN GUINEE

### **LA HAUTE-GUINEE OUEST : AGRICULTURE ITINERANTE ET ELEVAGE EXTENSIF**

Située entre les isohyètes 1 400 mm et 1 200 mm, la Haute-Guinée Ouest marque la transition entre les derniers contreforts du Fouta Djallon et le plateau latéritique qui constitue l'essentiel de la Haute-Guinée.

Peuls et Malinkés y pratiquent une culture de défriche-brûlis à base d'arachide, de riz, de maïs, de fonio et de mil. L'intégration agriculture/élevage est réelle (traction animale, poudrette de parc) mais faible. Les bovins, les petits ruminants et les volailles sont systématiquement présents dans les concessions, jouant essentiellement un rôle d'épargne et de capitalisation, mobilisable en cas de besoin. Laissés en divagation comme les bovins durant la saison sèche, les petits ruminants sont rarement gardés durant l'hivernage. Le plus souvent, ils sont attachés au piquet à proximité des concessions.

Ils jouent plusieurs rôles dans l'économie familiale. Echelons de capitalisation entre les volailles et les bovins, la vente d'un bélier, en cas de besoin imprévu, permet de dégager des sommes de l'ordre de 20 à 30 000 FG<sup>2</sup> (15 à 30 Euros), susceptibles de faire face à un achat de médicaments, aux dépenses d'un voyage ou à un acte social indispensable. Les petits ruminants sont d'autre part l'animal de choix pour les sacrifices lors de baptêmes, et surtout pour la fête de la Tabaski.

### **LES PROPOSITIONS D'INTENSIFICATION**

Depuis 1990, VSF<sup>3</sup> et EUPD<sup>4</sup> ont mis en place en Haute-Guinée Ouest un projet d'appui à

---

<sup>2</sup> FG = Francs Guinéens

<sup>3</sup> VSF : Vétérinaires Sans Frontières (organisation internationale de développement basée à Lyon, France)

l'élevage et à la gestion de terroirs dans le cadre de programmes intégrés financés par l'Union Européenne<sup>5</sup>. Initialement, l'action portait principalement sur les problèmes de santé animale et de gestion des feux de brousse. La constitution de groupements d'éleveurs<sup>6</sup>, les formations en santé animale et la formation d'auxiliaires d'élevage ont permis d'apporter des solutions aux principaux problèmes sanitaires. Parallèlement, le projet diffusait des conseils en complémentation alimentaire à base de résidus de récoltes (fanés d'arachide, épluchures de manioc, son de maïs) et de sous-produits agro-industriels (graines de coton).

### La notion d'atelier de production

Une fois ces premières actions réalisées, il est apparu nécessaire de passer d'actions transversales (santé animale, complémentation alimentaire) à des actions filières permettant une réelle intensification de l'élevage. Après diverses études, il est apparu que l'embouche ovine pour la Tabaski<sup>7</sup> était une activité techniquement réalisable et économiquement intéressante pour les éleveurs (FORGE et TACHEZ, 1993).

Cette activité introduisait une notion relativement nouvelle dans les pratiques d'élevage existantes dans cette région : la notion d'atelier de production, c'est-à-dire la réalisation d'une activité d'élevage déconnectée d'un mode d'exploitation extensif des ressources naturelles, menée sur une période courte (4 mois) et ayant comme objectif la réalisation d'un bénéfice à l'issue de cette période.

### Un modèle technique précis contraignant mais élaboré localement

La proposition faite par le projet, après une année d'essais chez quelques éleveurs et en station, reposait sur un modèle technique précis (PAGANI, 1994 et 1995) et relativement contraignant :

- Clausturation pendant toute la durée de l'embouche impliquant la distribution quotidienne de fourrage et d'aliment complémentaire.
- Des soins préventifs systématiques : vaccination contre la PPR<sup>8</sup> et le charbon bactérien, déparasitage interne et externe.
- Une durée d'embouche de 75 à 90 jours, avec un gain moyen quotidien (GMQ) espéré de 60 à 100 grammes par jour.

Afin de permettre aux éleveurs de tester ce nouveau type d'élevage, le projet a mis en place un système de crédit permettant l'embouche de 10 béliers, mais l'accès à ce système de crédit était conditionné au fait d'avoir construit un enclos et constitué un stock d'aliments (fanés d'arachide, sons, graines de coton, etc.).

---

<sup>4</sup> EUPD : Entraide Universitaire Pour le Développement (organisation non gouvernementale guinéenne)

<sup>5</sup> Programme de Développement Rural de la Haute-Guinée (PDR-HG, 1990-93) et Programme Haute-Guinée Ouest (PHGO, 1994-98).

<sup>6</sup> Dans le texte le mot « éleveur » sera utilisé pour désigner les paysans sachant que la population avec laquelle le projet a travaillé est constitué d'un seul groupe d'agro-pasteurs pour lesquels l'agriculture est une activité dominante par rapport à l'élevage.

<sup>7</sup> La Tabaski est une fête religieuse musulmane (Aïd el Kebir en arabe) qui survient 40 jours après la fin du Ramadan et pour laquelle chaque famille doit sacrifier un bélier.

<sup>8</sup> PPR = Peste des Petits Ruminants

## **LA DEMARCHE D'INTERVENTION**

Cinq campagnes d'embouche se sont déroulées de 1994 à 1998. Durant ces cinq années, le projet a appuyé la mise en place des unités au travers de différentes actions qui concernent aussi bien l'organisation de la filière que la formation technique des éleveurs.

### Structure d'intervention du projet

La mise en place des unités et la formation des éleveurs ont été faites par l'équipe du projet organisée de la façon suivante : onze animateurs polyvalents – zootechniciens de formation – couvraient la zone d'intervention et réalisaient avec les paysans l'ensemble des activités « élevage » du projet : formations en santé animale et techniques d'élevage, appui organisationnel aux groupements, etc. Un responsable de volet « intensification de l'élevage » et un assistant technique expatrié ont élaboré le modèle technique, la méthodologie de mise en place des ateliers et défini les outils de suivi. Pendant chaque campagne, ils ont suivi les ateliers d'embouche avec les animateurs des zones et effectué l'analyse des résultats après la vente des animaux. Des réunions mensuelles permettaient de faire le point régulièrement sur l'avancée de l'activité « embouche » et de réfléchir collectivement aux problèmes rencontrés.

### Une construction progressive de la filière

#### **Consolidation de services en amont de la filière**

Avant la mise en place des unités, le projet était intervenu sur une partie de l'amont de la filière : création de structures de service en santé animale et formations sur la complémentation alimentaire du bétail avec des sous-produits agricoles. Cette base était indispensable pour atteindre certains objectifs techniques : faible mortalité, croissance suffisante.

Après quatre campagnes successives et au vu des résultats technico-économiques, le projet a pu négocier avec le Crédit Rural de Guinée l'élaboration d'un protocole de crédit adapté aux besoins de l'embouche ovine (montant, périodes, modes de remboursement). Le financement nécessaire à cette activité a donc pu être pris en charge par une institution pérenne de crédit.

#### **Organisation de la commercialisation en aval de la production**

Au fur et à mesure de l'augmentation du nombre d'unités, les marchés locaux ont commencé à être saturés et les prix de vente des animaux ont stagné ou baissé. En outre, la mise sur les marchés de béliers de plus grand format en provenance du Mali a provoqué une concurrence particulièrement rude après la dévaluation du Franc CFA.

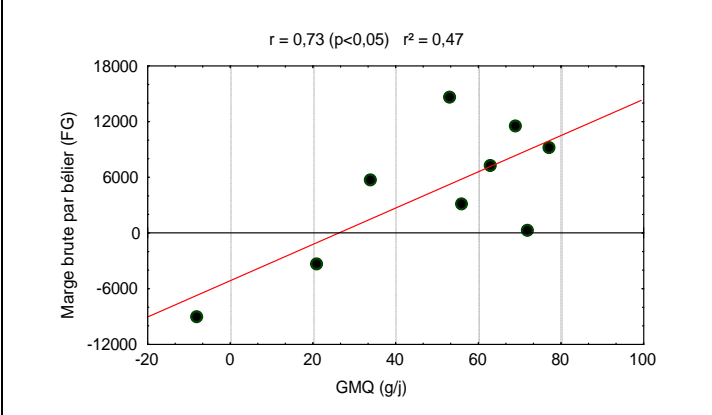
Au cours de la campagne 98, le projet a cherché à mettre en relation les éleveurs et certains commerçants de Conakry spécialisés dans la vente des petits ruminants. Les négociations entre les éleveurs et les commerçants ont été infructueuses : ces derniers n'apportaient pas une sécurité suffisante aux éleveurs et ne répercutaient pas le gain obtenu par des prix très élevés dans les centres urbains à l'approche de la Tabaski. Les éleveurs ont préféré s'organiser eux-mêmes pour faire de la vente directe au travers d'une association de ressortissants basée à Conakry. Après des débuts difficiles, la vente a été un succès et l'ensemble des éleveurs qui s'y étaient impliqués ont été satisfaits des bénéfices retirés.

### La production de références

Dès les premières campagnes, le projet a mis en place un système de suivi afin de connaître les résultats techniques (croissance, mortalité) et économiques (prix d'achats, prix de vente, consommations intermédiaires, marge brutes) des unités. Ces suivis ont permis de connaître

progressivement de façon très précise l'impact des résultats techniques et des conditions de vente sur la marge brute dégagée par animal ou sur l'unité. Ainsi il est apparu qu'il y avait une bonne corrélation entre le GMQ et cette marge comme le montre le graphique ci-dessous :

**Graphique 1 : Relation entre GMQ et marge brute**



De même, il est apparu rapidement qu'une unité de 10 animaux restait rentable avec la mort d'un bélier, mais devenait systématiquement déficitaire si deux animaux mourraient.

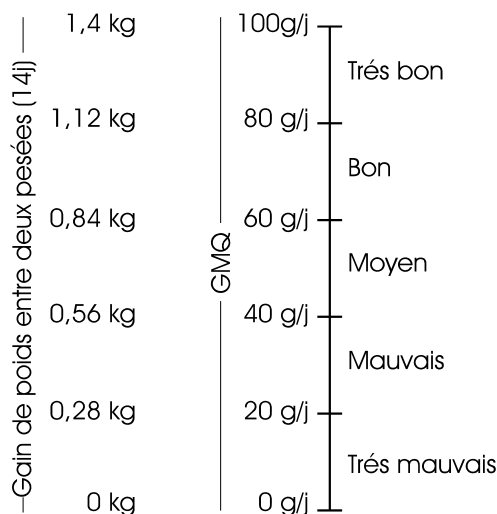
Il a été possible aussi d'évaluer l'impact du coût du crédit sur la marge ou bien l'intérêt de la vente dans les centres urbains plutôt que sur les marchés locaux.

### L'élaboration d'outils de dialogue

Mais, cette production de références est restée pendant les quatre premières années une activité réalisée et analysée par les techniciens du projet. Les enseignements tirés des suivis étaient restitués aux éleveurs sous forme de conseils en terme de pratiques : « il faut vacciner contre la peste des petits ruminants », « il faut compléter les animaux avec des graines de coton », etc. Et dans un certain nombre de cas, ces conseils semblaient totalement inefficaces et certaines unités évoluaient inexorablement vers de mauvais résultats techniques et économiques.

Faisant le constat que cette inefficacité des conseils provenait du fait qu'ils étaient élaborés sur la base de mesures (pesées, calculs économiques) et d'analyses non partagées avec les éleveurs, le projet a essayé durant la campagne 1998 mettre en place un système de suivi du gain de poids fait par les éleveurs et analysé avec eux. Il a été demandé aux éleveurs volontaires de peser les animaux toutes les deux semaines et de comparer le différentiel de poids par rapport à une échelle donnée (cf. Figure 1).

**Figure 1 : Echelle d'appréciation des gains de poids**



Cette échelle permettait d'avoir au cours de l'engraissement des discussions avec les éleveurs sur la base d'une mesure assez précise qui pouvait être analysée avec eux aussi bien à l'échelle de l'unité que pour chaque animal ; il était ainsi possible de rechercher les causes de certains problèmes de façon plus fine qu'auparavant : faible croissance généralisée ou limitée à un seul animal et dans ce cas problème sanitaire ou d'accès à l'auge, etc. ?

### De l'appui individuel aux groupes d'échange

Après les premières campagnes, des visites étaient organisées dans les unités d'embouche pour des éleveurs potentiellement intéressés par cette activité. Très rapidement, il est apparu que la croissance du nombre d'ateliers d'une année à l'autre était liée à ces visites.

Mais, l'appui-conseil en cours d'embouche restait sur la base de suivis individuels réalisés par les techniciens du projet. A partir de 1998, l'équipe du projet a organisé des réunions régulières par sous-préfectures avec les éleveurs qui faisaient de l'embouche. L'objectif de ces réunions étant de discuter sur les conditions de mise en place des unités et les difficultés rencontrées. Ces réunions qui mélangeaient des paysans expérimentés en embouche et ceux qui faisaient cette activité pour la première fois ont permis aux techniciens de jouer plus un rôle d'animateur de la discussion que de dispensateur des règles à mettre en place pour réussir son atelier d'embouche.

### **LES RESULTATS**

Les résultats obtenus de 94 à 98, peuvent s'analyser à trois niveaux différents : diffusion dans la zone de l'activité et évolution des sources de financement, résultats techniques et résultats économiques.

#### Un nombre croissant d'unités

Le nombre d'unités a augmenté progressivement entre 94 et 97, mais a fait un bond quantitatif en 1998 (cf. Tableau 1). La taille des unités s'est stabilisée dans un premier temps autour d'une dizaine d'animaux, mais a été plus faible la dernière année. Il semble que certains éleveurs aient préféré acheter des animaux plus gros et donc plus chers et d'en élever moins.

**Tableau 1 : Evolution du nombre d'ateliers d'embouche et des effectifs engraisés; sources de financement**

	Nombre et caractéristiques des unités			Sources de financement		
	Nombre d'unités	Nombre de béliers	Taille des unités	Sur crédit projet	Financées par le Crédit Rural	Sur fonds propres
1994	17	100	5,9	13	-	4
1995	18	199	11,1	12	-	6
1996	22	237	10,8	12	-	10
1997	33	362	11,0	22	2	11
1998	91	760	8,4	28	51	12

On observe la mise en place du protocole avec le Crédit Rural, à titre expérimental en 97 (2 unités) et de façon prépondérante en 98. Le projet a continué à octroyer le crédit pour les éleveurs mettant en place cette activité pour la première fois. Par contre, le nombre d'unités mises en place sur fonds propres n'a pas beaucoup évolué en 5 ans.

Résultat techniques : quand les éleveurs ré-extensifient

Le tableau 2 apporte un certain nombre d'enseignements sur le comportement des éleveurs par rapport au modèle proposé et l'impact des modifications des méthodes de vulgarisation.

**Tableau 2 : Résultats techniques sur cinq campagnes**

	Poids d'achat moyen (kg)	Durée d'embouche (jours)	Taux de mortalité	Gain moyen quotidien (g/j)
1994	19.3	79	-	70.9
1995	18.7	101	5.0%	45.1
1996	18.9	102	4.7%	42.0
1997	18.8	104	6.1%	48.6
1998	19.6	97	6.1%	65.6

En 1994, les unités mises en place participaient à une expérimentation en milieu paysan et ont été très suivies. La durée d'embouche et le GMQ obtenu sont le reflet d'une mise en application stricte des préconisations du projet. Par la suite, avec le développement de l'activité, une plus grande latitude était laissée aux éleveurs qui ont d'une certaine manière « ré-extensifié » en allongeant la durée d'embouche – qui est passée de 79 à 100 jours – tout en obtenant des GMQ beaucoup plus faibles que ce qu'il est possible d'obtenir.

Par contre, l'évolution du GMQ en 1998 semble montrer que les nouvelles méthodes utilisées (pesées faites par les éleveurs, réunions d'échange d'expérience) ont permis une amélioration des résultats techniques.

Il est difficile d'analyser l'évolution des taux de mortalité sur la seule base du comportement individuel des éleveurs, car celle-ci reflète l'intensité de la vaccination anti-PPR des zones où sont situées les unités d'embouche (BOUY, 1998).

Résultats économiques : l'impact de la vente directe

Le Tableau 3 montre les résultats économiques sur les cinq campagnes. Comme pour les résultats techniques, il reflète le choix fait par les éleveurs entre 95 et 97 d'acheter des animaux plus légers donc moins coûteux. Par ailleurs, l'avantage de la vente à Conakry apparaît clairement car elle montre que le surcoût d'une vente à distance est compensé par un prix de vente très supérieur.

**Tableau 3 : Résultats économiques moyens par bélier et par campagne**

Francs Guinéens	Prix d'achat	Dépenses	Prix de vente	Marge brute
1994	27 160	4 977	39 062	<b>6 925</b>
1995	25 435	8 607	43 129	<b>9 087</b>
1996	21 950	4 607	37 762	<b>11 205</b>
1997	25 228	6 763	38 176	<b>6 185</b>
1998 (vente locale)	27 248	9 073	40 721	<b>4 400</b>
1998 (vente à Conakry)	28 655	13 013	54 139	<b>12 471</b>

## BILAN SYNTHETIQUE DE L'EVOLUTION DE L'ACTIVITE EMBOUCHE OVINE

### Un succès évident

Le bilan de la mise en place de cette activité en Haute-Guinée Ouest est extrêmement positif. En cinq ans, les ateliers d'embouche de béliers pour la Tabaski sont devenus une activité régulièrement pratiquée par un certain nombre d'éleveurs qui en tirent des revenus relativement intéressants.

Au-delà des résultats économiques, il est intéressant de constater que les éleveurs qui ont commencé cette activité les premières années la poursuivent assez systématiquement en améliorant progressivement leurs performances techniques tout en modifiant le modèle proposé en fonction des observations qu'ils font.

La vente à Conakry a permis aussi aux éleveurs d'être en contact direct avec les consommateurs des béliers et de percevoir certains aspects spécifiques de la demande urbaine.

### Une évolution des perceptions

Mais une autre évolution observée concerne le discours de paysans sur l'activité d'élevage elle-même. A l'occasion de réunions bilan qui ont fait suite à la campagne d'embouche, il n'était pas rare d'entendre certaines personnes dire « *Pour faire de l'élevage, il faut s'y consacrer sérieusement... l'embouche, il faudrait en faire toute l'année.* ». De fait, à partir de 1999, certains éleveurs ont commencé à faire de l'embouche ovine en saison des pluies et hors de la période de la Tabaski. Parallèlement, un nouveau protocole d'embouche a été négocié avec le Crédit Rural concernant les bovins, reproduisant la notion d'atelier de production qui avait été testée avec les béliers

### Des difficultés récurrentes

Le succès de la diffusion des ateliers d'embouche ne doit pas masquer le fait que la maîtrise de cette activité reste inégale parmi les paysans qui l'ont mise en pratique. Les résultats techniques présentés sont une moyenne qui recouvre une réalité très diverse : ainsi en 1998, alors que le GMQ observé moyen est de 65,6 g/j, un quart des unités suivies obtiennent un GMQ supérieur à 80 g/j tandis que 18% d'entre elles ont un GMQ inférieur à 40 g/j. Le même type d'observation a été fait sur la maîtrise de la mortalité. Les paysans qui mettent en place cette activité pour la première fois connaissent bien sûr plus de difficultés que ceux qui en sont à leur deuxième ou troisième campagne, néanmoins, cela n'explique tout de même pas les différences observées.

## LA DIFFUSION D'UNE INNOVATION : SOUPLESSE DU PROJET OU CAPACITE DE CERTAINS GROUPES A RECONSTRUIRE DES NORMES

La diffusion de l'activité « embouche ovine » s'est faite en quelques années, sur une zone géographique relativement grande (environ 15 000 km<sup>2</sup>) et elle semble avoir été réellement appropriée par de nombreux paysans. Pourtant, avec les ateliers d'embouche, le projet avait proposé un modèle technique contraignant, déconnecté des pratiques habituelles d'élevage et qui impliquait la constitution de stocks fourragers, la claustration, des investissements, et l'atteinte d'objectifs de productivité.

On est donc inévitablement amené à s'interroger sur les raisons du succès de ce modèle technique.

Un première raison tient au contexte économique de cette activité : la très forte demande en béliers au moment de la Tabaski fait de cet élevage une activité financièrement intéressante.



Au-delà, deux types d'explications peuvent être avancées : les premières sont liées à la démarche du projet elle-même, les secondes sont à mettre en relation avec la notion de réseaux de savoir et de reconstruction de normes par les éleveurs. Cette deuxième raison est aujourd'hui plus une hypothèse de travail qu'une certitude.

### **SOUPLESSE ET DIALOGUE**

Le modèle d'atelier d'embouche proposé a été le résultat d'expérimentations menées en « station » mais aussi dès le début chez quelques éleveurs. Il était tout de même adapté aux conditions locales de production : ressources alimentaires disponibles, matériaux locaux pour la fabrication des enclos et abris, etc. Par ailleurs, les suivis effectués ont permis une réadaptation des quelques préconisations en fonction de l'observation des pratiques des éleveurs.

Au-delà de cette souplesse, il est évident que l'évolution des pratiques de l'équipe du projet ont très nettement favorisé une vulgarisation « de paysans à paysans » : les visites, les réunions d'échanges et les méthodes de suivi par les éleveurs eux-mêmes ont permis de sortir d'une relation individuelle technicien-éleveur dans laquelle le premier est censé diffuser un savoir que le second se doit d'absorber.

Enfin, l'intervention s'est faite sur les différents segments de la filière – amont, processus de production et commercialisation – au fur et à mesure que la nécessité est apparue. Il est probable qu'il n'aurait pas été possible de mettre en place les unités d'embouche sans avoir fait un travail préalable sur les services en santé animale ou la formation sur l'utilisation de sous-produits agricoles. De même, l'organisation pour la commercialisation a pu être possible à partir de 1998, car les éleveurs ont pris conscience qu'avec l'augmentation du nombre d'unités une vente locale comme les autres années se traduirait par des bénéfices faibles.

Le mode d'organisation du projet reposait sur un circuit court : les éleveurs étaient en contact avec des animateurs polyvalents de zone et le volet « intensification de l'élevage » était piloté par un responsable guinéen et un assistant technique expatrié. Les animateurs ont été impliqués dans les différentes analyses, réflexions et décisions concernant cette activité, tandis que les responsables du volet, guinéen et expatrié, effectuaient régulièrement le suivi des unités d'embouche. Ce montage a permis un questionnement et une modification permanente des propositions techniques et des méthodes de vulgarisation.

### **STATUTS SOCIO-ECONOMIQUES ET RECONSTRUCTION DE NORMES**

Mais l'évolution de la démarche du projet est insuffisante pour comprendre la façon dont les unités d'embouche ont diffusé dans la zone. Certains éléments du contexte peuvent être avancés. D'une part, l'embouche ovine est plus prisée par les paysans peuls, plus traditionnellement orientés vers l'élevage que les Malinkés, bien que dans la région concernée la cohabitation de ces deux groupes soit suffisamment ancienne pour que de nombreux emprunts réciproques aux niveaux des pratiques agricoles aient eu lieu. D'autre part, l'importance de la culture de l'arachide n'est pas uniforme et certaines variétés précoces se prêtent mal à la constitution de stocks fourragers.

Mais au-delà de ces explications générales, différentes observations semblent montrer le rôle spécifique joué par différentes personnes dans la diffusion de la technique d'embouche.

Les premières unités ont été mises en place chez quelques paysans d'un village qui, par la suite, ont continué à pratiquer cette activité avec d'excellents résultats techniques. Ce village a été un noyau initial à partir duquel cette pratique semble s'être réellement ancrée dans une partie de la zone d'intervention du projet. Dans d'autres parties, des ateliers ont été mis en

place sans qu'ils deviennent forcément une pratique régulière et avec souvent de moins bons résultats techniques.

Les paysans du groupe qui ont constitué le noyau de départ pour cette activité présentent quelques particularités. Ils sont issus d'une des trois familles dominantes du village, mais leur famille d'origine (Diallo) se trouvait en voie relative de marginalisation au moment de l'arrivée du projet : les responsabilités politiques et religieuses du village étaient passées progressivement aux mains des deux autres familles. Il semble que les Diallo aient de fait investi le groupement d'éleveurs créé à la demande du projet et tiré à profit toutes les ressources, notamment les formations, mises à disposition par le projet pour rééquilibrer les rapports de force avec les deux autres familles (DASNIERE BOUY, 1998). Lorsque le projet a organisé des visites pour des paysans potentiellement intéressés par l'embouche, elles se sont assez systématiquement faites chez ces éleveurs.

D'autre part, l'animateur du projet qui travaillait dans ce village est devenu par la suite responsable du volet « intensification de l'élevage » chargé de superviser à l'échelle du projet le travail avec les paysans pour la mise en place de l'embouche ovine. Issu lui-même d'un milieu éleveur, cet animateur est devenu responsable de ce volet « technique » du fait de son intérêt et de ses compétences pour cette activité.

On voit ainsi se dessiner un réseau par lequel les informations et les connaissances relatives à l'embouche ovine sont passées successivement d'un technicien du projet, à un groupe d'éleveurs, puis à d'autres paysans de villages différents.

Sur la base de cette observation, deux hypothèses peuvent être avancées pour approfondir l'analyse de la diffusion de l'activité embouche ovine.

D'une part, l'adoption de cette activité dépend du statut économique des paysans et n'est pas, comme le pensait implicitement l'équipe du projet, une activité adaptée à toutes les situations.

D'autre part, si l'on considère que l'appropriation de la technique d'engraissement des béliers implique une reconstruction par les paysans eux-mêmes de normes qui guident et règlent les actes techniques, il est possible de faire l'hypothèse que tous les groupes de paysans auxquels s'est adressé le projet n'avaient pas la même capacité de réflexion critique par rapport aux innovations proposées et donc la même possibilité de reconstruire les normes adéquates. Les liens privilégiés entre l'animateur du projet et le premier groupe de paysans ont permis à ces derniers ce travail de reconstruction de normes. Par la suite, ils ont constitué un groupe ayant une légitimité aux yeux d'autres paysans permettant l'adoption par ces derniers, non seulement de la technique d'embouche, mais surtout des normes qui la régissent. En effet, « *Tous les groupes de la société, tous les individus n'ont pas les mêmes possibilités d'influence* » (DARRE, 1996).

Ces deux hypothèses ouvrent un champs de questionnement intéressant à deux titres. D'une part, il est indispensable que le projet puisse comprendre sur quelles logiques spécifiques une innovation technique donnée est adoptée et selon quels réseaux elle est susceptible de se diffuser.

D'autre part, il y a là une possibilité de reprendre, en les adaptant, les concepts et méthodes élaborés par le GERDAL<sup>9</sup> en France, et notamment celui de « groupe professionnel local », pour comprendre comment se fait la production des connaissances et des pratiques, la diversification des activités et la production d'identité dans des contextes socio-culturels très différents de ceux où ces concepts ont été produits.

---

<sup>9</sup> Groupe d'Expérimentation et Recherche pour un Développement Agricole Local

## CONCLUSION

---

Les ateliers d'embouche ont été mis en place selon un modèle de vulgarisation assez classique : un paquet technique incluant formation, crédit et approvisionnement en intrants a été vulgarisé chez différents paysans, avec l'idée implicite que chaque atelier dans les village avait un effet de démonstration permettant une adoption de cette innovation par les autres paysans. Le succès de la diffusion de l'embouche ovine ne doit pas masquer le fait que cette diffusion semble s'être faite chez des éleveurs particuliers et selon des voies de diffusions spécifiques.

Une analyse en continu dès la mise en place des premiers ateliers d'embouche des logiques socio-économiques qui expliquent l'adoption et la diffusion de cette innovation auraient permis de comprendre deux éléments importants :

1. Pourquoi seuls certains paysans adoptent cette innovation qui semble *a priori* accessible à tous ? La réponse à cette question aurait peut-être permis de définir avec les paysans d'autres modèles techniques adaptés à d'autres logiques sociales et économiques.
2. Quelles méthodes de travail avec les éleveurs sont les plus adéquates pour permettre la reconstruction de normes par des groupes autour de cette activité ? De telles méthodes auraient peut-être favorisé une meilleure diffusion de l'activité « embouche » mais auraient eu aussi pour conséquence un renforcement de la capacité de ces groupes à cette élaboration de normes face aux innovations techniques.

Les méthodes d'analyse de la production locale de connaissance par les paysans telles qu'elles ont été développées par le GERDAL en France devront être adaptées aux contextes africains. Mais elles semblent intéressantes à mettre en œuvre dès que l'on cherche à favoriser la diffusion d'une innovation technique. Non seulement elles peuvent permettre d'améliorer l'efficacité des actions engagées mais surtout elles devraient favoriser un changement dans le regard porté sur les paysans par les équipes d'encadrement des projets.

## BIBLIOGRAPHIE

---

1. BELLONCLE (G), 1987, **Recherche, vulgarisation et développement rural en Afrique noire**, actes du colloque de Yamoussoukro, Ministère de la coopération et du développement, page 20.
2. BOUY (M), 1998, **Mesurer l'impact quantitatif d'un projet d'appui à l'élevage ? le SZEG, résultats et incertitudes**, VSF/EUPD, mai 98 (version provisoire).
3. CHAUVEAU (JP), 1994, **Participation paysanne et populisme bureaucratique, essai d'histoire et de sociologie de la culture du développement**, in Les associations paysannes en Afrique, organisations et dynamiques, APAD-KARTHALA-IUED, P. 25-54.
4. CHAUVEAU (JP), 1996, Préface in DARRE (JP), **L'invention des pratiques en agriculture, vulgarisation et production locale de connaissances**, KARTHALA-APAD, Editions Karthala, 190 p.
5. DASNIERE (J), BOUY (M), 1998, **Les groupements en Haute-Guinée Ouest, histoire structure et pouvoirs**, document provisoire, VSF.
6. DARRE (JP), 1996, **L'invention des pratiques en agriculture, vulgarisation et production locale de connaissances**, KARTHALA-APAD, Editions Karthala, 190 p.
7. DEBOUVRIE (P), 1998, **Réflexion prospective sur l'histoire de l'animation et de la participation au développement rural en Afrique francophone sub-saharienne**, Actes des Universités d'hiver de VSF, Lyon.
8. FORGE (F) et TACHEZ (C), 1993. **Opportunités de développement de l'élevage productif en Haute-Guinée**, Mémoire de fin d'études, ISARA, Lyon, 58 p.

9. NDIONE (E-S), 1994, **L'économie urbaine en Afrique : le don et le recours**, Karthala-ENDA-Graf-Sahel, éditions Karthala, 214 p.
10. PAGANI (P), 1994. **Essai d'embouche ovine en Haute-Guinée Ouest**, VSF, Lyon, 10 p.
11. PAGANI (P), 1995. **L'embouche ovine pour la Tabaski en Haute-Guinée Ouest**, VSF, Lyon, 13 p.

## **REMERCIEMENTS**

---

A Paolo Pagani qui, entre 1993 et 1996, a permis la mise en place des premières campagnes d'embouche ovine, et surtout à Oury Diallo qui a joué un rôle capital dans le succès rencontré par les ateliers d'embouche par une présence permanente sur le terrain et une participation ininterrompue aux réflexions menées sur l'évolution de cette activité.